

Publié le 10 novembre 2017

## Le réveil de la franc-maçonnerie de France

Le Grand Maître du Grand Orient de France, Philippe Foussier, prononçait le 6 octobre 2017 son discours inaugural, en ponctuant ainsi les idées maîtresses du réveil qu'il compte susciter dans cette société<sup>1</sup> :

*Dans un monde en proie au chaos intellectuel et moral, dans un monde confronté à la résurgence des idéologies de la haine et défié par des fanatismes religieux qui tuent au nom de leur «vérité», dans ce monde, la réflexion et l'intervention des francs-maçons sont plus que jamais nécessaires.*

*Si, depuis l'instauration de la République et les grandes conquêtes laïques, démocratiques et sociales qui lui sont dues, la franc-maçonnerie a pu donner le sentiment d'un relatif assoupissement, alors, l'heure a sonné de son réveil et le temps est venu de la reprise de ses combats.*

*L'urgence est là, car les hautes valeurs morales que nous pensions avoir contribué à fonder, pour des siècles et des siècles, connaissent, depuis quelque temps, dans notre pays même, des remises en cause alarmantes.*

Pour une sensibilité catholique, le nom de «franc-maçonnerie» évoque une société secrète, quasi diabolique, nourrissant de noirs projets accompagnés de pratiques occultes destinées à éliminer l'Église catholique et persécutant tout «bon chrétien». Il est vrai – et la chose est reconnue – que la franc-maçonnerie, Grand Orient et Grande Loge réunis, a été particulièrement active pendant la III<sup>e</sup> République et que les nombreux cabinets ministériels qui se sont succédé au gouvernement de la France ont de façon quasi constante fait une place à des «frères» maçonniques à la présidence de la République<sup>2</sup>, à la présidence du Conseil, au poste de ministre de l'Intérieur, ou aux trois fonctions à la fois. De là vient l'impression de la toute-puissance de cette société, qui considérait le secret comme un voile lui permettant d'agir plus «efficacement». A-t-elle la même influence aujourd'hui ? La tirade du nouveau Grand Maître du Grand Orient semble indiquer que la société maçonnique a perdu de son lustre et qu'il s'est donné comme mission de lui redonner sa grandeur : «*Make masonic great again*» !

### La maçonnerie comme philosophie opérative

Bien qu'une certaine légende tente de faire remonter l'institution de la franc-maçonnerie au

---

**Pour la franc-maçonnerie, puisque la mécanique universelle explique comment marche le monde, il n'est plus nécessaire de recourir à un Premier Moteur**

---

1 - On trouvera le texte intégral de ce discours sur ce [site](#).

2 - Un seul président de la République a été nommé Maçon.

temps des croisades, comme une vengeance pour l'exécution des Templiers<sup>3</sup>, cette société vit bien le jour en Angleterre à l'initiative de trois hommes, Jean Théophile Désaguliers, James Anderson et Georges Payne<sup>4</sup>. Elle avait comme but d'œuvrer pour un monde nouveau en appliquant la philosophie des Lumières, lesquelles Lumières s'inspirèrent de la pensée de Newton, qui fut le point de départ de tout le courant anglais d'une découverte de la *loi naturelle* comme explication *raisonnable* de l'ordre de la *création*, en excluant le Créateur. En effet, puisque la mécanique universelle explique comment marche le monde en rendant compte d'une façon mathématique des lois du mouvement et en ne retenant que les éléments mesurables de la masse et de la distance, il n'est plus nécessaire de recourir à un *Premier Moteur*. Le monde de la nature laisse percevoir un mystère accessible à la seule raison de l'homme qui doit découvrir, en toutes choses, les *lois naturelles* pour accéder à une pleine vision de lui-même. Cette *lumière* de la raison, c'est l'humanisme. Reconstruire le monde en le rendant à lui-même et faire reculer l'influence des *superstitions*, celle des diverses croyances, tel devait être l'effort de cette nouvelle société, qui se voulait philosophique et au service de l'humanité.

Jean Théophile Désaguliers, protestant, fut emmené en Angleterre par son père peu après la révocation de l'Édit de Nantes, en 1685. Il fut reçu dans l'Église d'Angleterre en 1692 et devint chapelain de la chapelle française de Swallow Street à Londres, chapelle que fréquentaient de nombreux réfugiés français. Il mena une carrière scientifique et religieuse reconnue par l'université d'Oxford, qui lui décerna en 1718 les grades de *Bachelor* et de *Doctor of Law*. Il fut le Grand Maître de la franc-maçonnerie anglaise en 1719, et il y joua un rôle actif jusqu'à sa mort en 1744.

Avec Anderson et Payne, cette nouvelle société "flirta" considérablement avec les milieux intellectuels et scientifiques, pour une bonne part avec ceux de la haute bourgeoisie et de l'aristocratie, voire avec la famille princière. Les Constitutions de 1738 établirent que le déisme devait, à la place du protestantisme, devenir la loi morale de la maçonnerie. On demandait aux frères maçons d'être loyaux envers le pouvoir civil, d'éviter

---

Les Constitutions de 1738 ont établi que le déisme devait, à la place du protestantisme, devenir la loi morale de la maçonnerie

---

toute implication et toute conspiration mettant en danger la paix et le bien-être de la nation. On n'y admettait que des hommes libres, bien nés, d'âge mur et discrets. On y accédait par cooptation, après une initiation rituelle, et l'on devait garder le secret absolu et promettre d'aider tout frère dans le besoin. Les rites consistaient en la transmission des secrets des «grades», la passation des signes de reconnaissance et la réception des insignes, tablier noir et instruments de géométrie du constructeur de *cathédrale*, fierté légendaire de la société. Cette première société fut appelée la «Loge bleue».

---

3 - L'ordre du Temple fut créé à l'occasion du concile de Troyes, ouvert le 13 janvier 1129, à partir d'une milice appelée «les Pauvres Chevaliers du Christ et du Temple de Salomon», du nom du temple de Salomon que les Croisés avaient cru reconnaître dans la mosquée al-Aqsa. Il œuvra pendant les XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles à l'accompagnement et à la protection des pèlerins partant pour Jérusalem dans le contexte de la guerre sainte et des croisades. Après la perte définitive de la Terre Sainte consécutive au siège de Saint-Jean-d'Acre de 1291, l'ordre fut victime de la lutte entre la papauté et le roi de France, Philippe le Bel. Pour le protéger, le pape Clément V le dissolut. Mais rien n'y fit et Philippe Le Bel l'envoya au bûcher.

4 - Cf. MILDRED J. HEADINGS, *La franc-maçonnerie française sous la III<sup>e</sup> République*, traduction Marie-Thérèse Gravier, Éditions du Rocher, 1998 pour la traduction française.

## La dérive écossaise

Cette franc-maçonnerie à l'anglaise se répandit très vite en France et y rencontra une autre société secrète dite «de rite écossais». Les rumeurs anglaises de la fondation d'une société secrète composée d'hommes libres s'étaient vite répandues en France. Elles avaient trouvé une oreille favorable auprès de la noblesse sous le *Roi Soleil*, et elles correspondaient à un désir d'émancipation et de «libre pensée». L'attrait d'une «société secrète» rencontrait un bon accueil chez de nombreux aristocrates, surtout ceux qui appartenaient de près ou de loin à la Maison royale. «Les premiers Maîtres de loge comprirent la nécessité pour un groupe non reconnu et d'origine étrangère de se munir d'un bouclier protecteur. Ils initièrent donc les plus grandes nobilités du royaume et les hommes influents, des ducs aux valets de chambre du roi<sup>5</sup>». Les constitutions d'Anderson furent traduites en 1735 par l'abbé More, et l'option déiste fut remplacée par le culte du Grand Architecte, qui remplaça le Dieu vengeur de la Bible, cher aux jansénistes. Le cardinal de Fleury<sup>6</sup>, alerté, fit interdire les loges maçonniques, mais l'interdiction fut plus symbolique que réelle. La Grande Loge se réunit donc officiellement le 24 juin 1738 et choisit son Grand Maître, le duc d'Antin, arrière-petit-fils de la Montespan, qui conserva la charge jusqu'à sa mort le 9 décembre 1743. Le 11 décembre suivant, seize maîtres de loges élurent le successeur du duc d'Antin. Ce fut Louis de Bourbon-Condé, comte de Clermont, abbé de Saint-Germain-des-Prés. La Grande Loge adopta ses nouveaux statuts, qui témoignaient d'un recul du courant libéral et d'un infléchissement vers l'orthodoxie catholique. On acceptait en loge des hommes «craignant Dieu et ayant le baptême». Mais cela ne dura que jusqu'en 1763, où de nouveaux statuts n'exigeaient plus le baptême et insistaient davantage sur l'obéissance aux Maîtres de l'Ordre.

C'est alors que se manifesta l'influence du Chevalier de Ramsay<sup>7</sup> qui, voulant donner aux loges un titre de naissance médiéval, les fit remonter à l'âge des cathédrales, leur fit retrouver l'usage de signes anciens, multiplia les «grades» et introduisit un grand nombre de rites. Il considérait que les véritables premiers maçons étaient les «Maîtres écossais», qui avaient formé les Maîtres anglais en leur conférant les grades d'architectes, d'intendants des bâtiments, bref des grades d'inspiration biblique qui mettaient en évidence «la construction du second Temple de Jérusalem<sup>8</sup>». La multiplication des «grades» et des «rites» contribuait pour beaucoup à rendre la maçonnerie attrayante dans une société alors fortement hiérarchisée. Elle fut à l'origine de la deuxième Grande Loge de France, le *Grand Orient*. Les deux grands groupes tentèrent de s'entendre sous l'obéissance

---

5 - Cf. ANDRÉ COMBES, *Les trois siècles de la franc-maçonnerie française*, 2<sup>e</sup> édition, ÉdimaF, 1994.

6 - Le cardinal de Fleury (1653-1743), aumônier de la reine Marie-Thérèse, précepteur de Louis XV, puis premier ministre du roi, surnommé «Son Éternité», a occupé l'une des fonctions les plus importantes de l'État. Administration, économie, politique étrangère, rien ne lui échappait. Il continua jusqu'à sa mort à gérer les affaires de l'État, comme l'avaient fait avant lui d'autres cardinaux tels Richelieu ou Mazarin.

7 - Andrew Michael Ramsay passa son enfance à Ayr, un petit village près de Kilwinning, en Écosse. En 1708, il fut engagé comme tuteur des enfants de David, troisième comte de Wemyss. Il quitta son service précipitamment en 1710. Ramsay fut confronté aux idées contradictoires d'une mère anglicane et un père calviniste, dans une Angleterre déchirée par les querelles dynastiques et religieuses. À la mort de Fénelon en 1715, il rejoignit Madame Guyon à Blois, où la fondatrice du quiétisme français regroupait un petit cénacle de disciples venus de toute l'Europe. Il y résida pendant deux années comme disciple et secrétaire. Le Chevalier de Ramsay apparaît en franc-maçonnerie à l'occasion d'un discours qu'il prononça le 26 décembre 1736 à la loge de Saint-Jean. Il semble porter le titre de «Grand Orateur de l'Ordre», et ce discours devint l'un des textes fondateurs de la franc-maçonnerie française.

8 - ANDRÉ COMBES, *op.cit.*, p. 28.

du Duc de Chartres, le Vénérable de la Grande Loge, mais la tentative échoua. En 1773, un groupe de frères venus de province déclara que la Grande Loge était dissoute et qu'elle était remplacée par la Grand Loge nationale qui, en juin 1773, prit le nom de Grand Orient.

## L'orientation philosophique

Les loges maçonniques qui, en Angleterre, s'étaient développées sous l'influence de la pensée de Newton et dans le sillage philosophique de John Locke, empiriste et agnostique, allaient trouver en France une pensée qui leur convenait bien, celle du positiviste Saint-Simon, le maître d'Auguste Comte. Cette philosophie du XIX<sup>e</sup> siècle contribua fortement à l'expansion de la franc-maçonnerie dans cette période qui vit germer tant d'idéologies, auxquelles le XX<sup>e</sup> siècle paya un tribut lourd et sanglant. Elle fit le lit de la maçonnerie, qui trouva son épanouissement tout au long de ce siècle, essor atténué par les deux grandes guerres, surtout la dernière, et fortement ralenti par la montée de deux autres idéologies, le fascisme et le socialo-communisme, qui devaient laisser notre monde dans un total désarroi.

La franc-maçonnerie est une société de pensée politique qui intéressa fortement la bourgeoisie libérale, qui y trouva tout son suc. Elle est nourrie d'une pensée qu'exprime éloquemment le *Discours sur le positivisme* d'Auguste Comte<sup>9</sup>. Ce positivisme est une application systématique de la philosophie d'Emmanuel Kant, lequel s'inspire de Rousseau<sup>10</sup>. La pensée de Rousseau cherche à faire

---

**Le positivisme d'Auguste Comte, qui nourrit la franc-maçonnerie, est une façon d'appliquer à la société les lois scientifiques de la physique**

---

de la loi morale une loi *naturelle* à l'homme, loi qu'il découvre au fond de sa conscience et qu'il ne peut efficacement rendre *universelle* que par le contrat social. Kant savoure cette philosophie, mais remplace l'universalité de la volonté générale par l'universalité de la raison pure capable de déterminer une liberté transcendante. Puisque nous sommes tous égaux par la liberté, nous sommes tous capables d'un agir moralement bon si nous avons le souci de porter nos actes à l'universel. Il faut agir comme si notre acte pouvait devenir une façon universelle d'agir. De là découle l'obligation morale de l'homme bon. Auguste Comte montre que l'agir social pour être bon doit obéir aux structures «naturelles» de la société : les relations entre les membres de la société s'appliquent à la façon dont les lois physiques s'appliquent aux phénomènes de la nature. Les forces sont l'altruisme et l'égoïsme, comme dans la Physique les deux pôles de la loi de la gravitation sont le haut et le bas. L'attraction et la répulsion «expliquent» tous les systèmes physiques. Il en est de même chez l'homme : les relations entre l'altruisme et l'égoïsme rendent compte de tous les systèmes sociaux : famille, etc. Si on les laisse agir selon leur «propre nature», elles produiront des états sociaux conformes au bonheur de l'homme. Point n'est besoin de chercher une «obscurité notion de cause». Il n'y a aucune morale transcendante qui expliquerait le bonheur ou le malheur des hommes. Et surtout, il n'y a pas de «Cause première».

Ce qui préoccupait le plus ces positivistes, c'était «la construction d'une philosophie morale

---

9 - Auguste Comte ne semble pas avoir été inscrit dans une loge maçonnique, mais Saint-Simon l'était.

10 - Cf. JEAN-JACQUES ROUSSEAU, *L'Émile*, L. IV (la profession de foi du vicaire savoyard).

indépendante de la religion, une philosophie morale qui remplacerait les conceptions théologiques et servirait à coordonner l'éducation laïque ; et cette mission du siècle, point culminant de tous les efforts scientifiques entrepris depuis le mouvement de la Renaissance<sup>11</sup>» devait être animée par les loges. L'un des plus importants francs-maçons qui répandit le positivisme de Comte dans les loges fut Émile Littré, un ancien élève d'Auguste Comte. Il était avec d'autres hommes célèbres parmi les plus actifs des loges maçonniques. Parmi ces noms illustres, citons Emmanuel Arago, Jules Simon, Édouard-Louis Laferrière (qui devint gouverneur de l'Algérie), Henri Favre, Maurice Rouvier, François-Vincent Raspail, Adolphe Crémieux et Jules Ferry<sup>12</sup>.

On comprend dès lors pourquoi la franc-maçonnerie intéressait tant la bourgeoisie, qu'elle soit petite, moyenne ou grande. L'appel à la seule «raison» la débarrassait du carcan «moralisateur» de la religion tout en flattant l'orgueil humain ; la réunion des «égaux», dont le seul critère social était la réussite financière, permettait de damer le pion à la noblesse, qu'elle soit de «sang» ou de «robe». Il ne suffisait plus d'être né, il fallait avoir travaillé et réussi. Enfin, les nombreux «grades», assortis d'épreuves rituelles, donnaient à l'interne un prestige qui ne pourrait plus venir du «souverain» puisque, la monarchie tombant, plus personne ne pourrait être anobli. Il y avait encore un critère plus profond : une haine profonde de l'aristocratie couplée avec une misère grandissante de la société parisienne. Ce dernier critère fut le principal déclencheur de la Révolution<sup>13</sup>.

## **L'importance de la franc-maçonnerie sous la III<sup>e</sup> République**

La III<sup>e</sup> République commence après l'humiliation de Sedan. Elle est proclamée le 4 septembre 1870 par un mouvement de foule dans lequel s'affrontent deux tendances : d'un côté les «purs et durs», les Blanqui, Flourens, Delescluze, Pyat, de l'autre les «Républicains». La foule acclame la seconde, composée de députés de Paris, tous républicains : Arago, Crémieux, Favre, Simon, Ferry, Gambetta, Garnier-Pagès, Glais-Bizoin, Pelletan, Rochefort (le «Marquis rouge», que la foule vient de sortir de prison, et dont Jules Ferry estime qu'«il vaut mieux l'avoir avec soi qu'au dehors»). À ces noms, on adjoint celui d'Ernest Picard (élu à Paris, mais ayant opté pour une autre circonscription) et, pour diriger ce «gouvernement de la Défense Nationale», celui du général Trochu, un catholique breton de teinte orléaniste, qui apporte la caution de l'armée en échange du serment de ses collègues de respecter «Dieu, la famille, la propriété<sup>14</sup>». Dans cette liste des «Républicains», on trouve tous les grands noms des francs-maçons de l'époque. Cela ne fut pas un moindre titre de gloire de la part des loges que d'avoir, disaient-elles, sauvé la République en 1870. Vrai ou faux, ce titre de gloire fut l'inspiration de ce long régime qui, pendant 70 ans, vit se succéder 65 gouvernements dans lesquels les mêmes hommes se remplaçaient à tour de rôle. Ce qui faisait dire à Louis Lafferre, président du Grand Orient de France de 1903 à 1905, puis de 1907 à 1909, et ministre de l'Instruction publique : «Par-dessus les gouvernements qui passent, la maçonnerie, bras de la République, demeure<sup>15</sup>.» Ce qui n'empêchait pas qu'au soir du 4 septembre 1870, cette République auto-proclamée ne fonctionnait pas. Il lui faudra plus d'un an pour se mettre en place, au moins

---

11 - HEADINGS, *op. cit.*, p. 41.

12 - *Ibid.*, p. 40.

13 - FRANÇOIS FURET, *Le passé d'une illusion*, Le Livre de Poche, 1995.

14 - PAUL BASQUAT, *La Troisième République, 1870-1940*, L'Harmattan, 2002, p. 6.

15 - HEADINGS, *op. cit.*, p. 69.

jusqu'à l'élection de Thiers qui, à 74 ans, en accepta la présidence et procéda à une répression sanglante et sans merci de la révolte de la Commune de Paris.

La franc-maçonnerie joua un rôle important dans les diverses politiques de la III<sup>e</sup> République, principalement dans la vie intérieure du pays. Humaniste, pacifiste, mue par l'idéologie du scientisme et braquée sur le «troisième âge» de l'homme cher à Comte – l'homme ayant atteint sa maturité profonde : raisonnable, libre de ses choix de conscience, vaguement déiste –, la franc-maçonnerie, surtout celle du Grand Orient, s'intéressa principalement à l'école, à l'armée, au pouvoir politique, et elle poursuivit son combat contre sa grande ennemie, l'Église catholique, afin d'instaurer une laïcité triomphante. Ce qu'elle crut avoir réussi. Quatre points l'obsédaient : doter la France d'une école laïque, d'un État laïque, d'une religion laïque et d'une armée au service d'une République laïque.

---

**Au cours de la III<sup>e</sup> République, le Grand Orient crut avoir gagné son combat contre sa grande ennemie, l'Église catholique**

---

## L'école laïque

La lutte concernant l'école se braqua sur la création d'une école publique *unique* et sur le combat contre la loi Falloux<sup>16</sup>, qui ouvrait les portes de l'enseignement supérieur à l'Église catholique en permettant la création des Instituts catholiques. Mais les ministres de l'Instruction publique, la plupart francs-maçons, cherchaient surtout à ce que l'école primaire soit débarrassée de toute influence des «Congrégations» qui, après la Révolution, s'étaient dévouées à l'enseignement du peuple. Il fallait former l'intelligence du peuple à partir de l'enfance et le délivrer de la tyrannie obscurantiste de l'Église. Cette persécution des Congrégations fut animée par un esprit philosophique de «haute portée», Ferdinand Buisson<sup>17</sup>, qui joua un rôle important dans l'organisation du système d'instruction français et dans la formulation de la politique de l'enseignement. Il pensait que «un homme pouvait trouver dans la nature les miracles que certains trouvent dans le surnaturel<sup>18</sup>». Il voulait enseigner l'adoration de Dieu «en esprit plutôt qu'en image» et le respect de la nature humaine, et développer le désir de l'élever. Comme tous ceux qui le pensaient, il voulait le triomphe de la foi laïque et de l'idée laïque. Pour cela, il fallait des «institutions laïques» qui, «expurgeant toute idée métaphysique» (sic), uniraient le peuple français et créeraient une unité nationale dont le rayonnement s'étendrait au-delà des mers.

---

16 - La loi Falloux, portant sur l'instruction publique et promulguée sous la II<sup>e</sup> République, porte le nom du ministre de l'Instruction publique Alfred de Falloux. Promulguée le 15 mars 1850, elle aborde tous les aspects de l'éducation, à l'exception du supérieur, mais elle est surtout connue par ses dispositions sur la liberté d'enseignement laissant une large place à l'enseignement confessionnel. Elle complète la loi Guizot, qui rendait obligatoire une école de garçons dans toute commune de 500 habitants et une école de filles dans toute commune de 800 habitants.

17 - Ferdinand Buisson, né le 20 décembre 1841 à Paris et mort le 16 février 1932 à Thieuloy-Saint-Antoine, est un philosophe, éducateur et homme politique français, cofondateur et président de la Ligue des droits de l'Homme, ainsi que président de la Ligue de l'enseignement (1902-1906). En 1927, le prix Nobel de la paix lui fut attribué conjointement avec Ludwig Quidde. Il a été directeur de l'Enseignement primaire en France. En 1905, il présida la commission parlementaire chargée de mettre en œuvre la séparation des Églises et de l'État. Il est également connu pour son combat en faveur d'un enseignement laïque à travers la Ligue de l'enseignement.

18 - *Ibid.*, p. 103.

Éliminer l'influence de l'Église n'était pas si facile. «Déclinantes à la fin de l'Ancien Régime, décimées sous la Révolution, les Congrégations ont connu un renouveau spectaculaire, Jésuites, Lazaristes, Oblats de Marie, Pères du Saint-Esprit, Maristes, Dominicains, Capucins, Franciscains ou Sulpiciens, Bénédictins, les anciens ordre ont été restaurés et de nouveaux ont été fondés. Or leur dynamisme ne faiblit pas. En 1851, la France compte un religieux ou une religieuse pour 950 personnes ; en 1877, la proportion est de un pour 250<sup>19</sup>.»

Pour combattre une telle force, il fallait du muscle. La bataille anticléricale fut lancée au Grand Orient par le discours de clôture du Convent de 1886 prononcé par l'ex-pasteur Dide. Les loges adressèrent une multitude de vœux aux Convents, qui les adoptèrent. C'est ainsi que s'élabora un vaste programme anticléricale incluant l'abrogation de la Loi Falloux, la dissolution des Congrégations, l'épuration de l'administration, l'obligation pour les fonctionnaires d'envoyer leurs enfants dans les écoles laïques, la suppression des vœux perpétuels et du budget des cultes. Le Convent de 1907 alla jusqu'à la revendication du monopole de l'enseignement<sup>20</sup>. C'est ainsi que l'on aboutit à la loi de 1901 de Waldeck-Rousseau sur l'obligation de l'enregistrement des Congrégations, à celles du Bloc de Gauche et, en 1903, avec Émile Combes, à la loi d'interdiction des Congrégations.

## L'armée

S'il fallait épurer l'école, il fallait aussi assainir l'armée. Surtout que cette armée avait été assez tiède quand il avait fallu qu'elle prêtât son concours à l'expulsion des communautés religieuses hors de leurs monastères. En 1902, l'électorat porta au pouvoir, avec une majorité écrasante, le Bloc des Gauches<sup>21</sup>. Émile Combes devint

Président du Conseil, et le général André, déjà ministre de la Guerre, fut reconduit à cette même fonction. La franc-maçonnerie comptait sur lui pour assainir l'armée, et elle savait qu'elle aurait l'appui du Président du Conseil. Car, dès son arrivée au pouvoir, Combes avait adressé un note aux préfets leur enjoignant d'exercer une action politique sur tous les services politiques. N'y avait-il pas une maxime chez les Radicaux qui disait : «La justice pour tout le monde et les places pour les amis» ? On pouvait comprendre ce que l'on voulait, et surtout que les amis des Radicaux étaient en majorité des francs-maçons. En tout cas, c'est ce que comprit le général André, qui non seulement entreprit de laïciser l'armée et la marine afin d'y développer un nouvel esprit en y supprimant tout ce qui pouvait rester de «cabotinage» – comme le ridicule «baptême» des bateaux, la messe au retour du *Borda* (le navire école), l'interdiction d'employer les «sœurs» qui servaient dans les hôpitaux maritimes.

Le général André avait fait dresser deux listes d'officiers avec des «appréciations différentes» : dans

---

Parmi les objectifs poursuivis, il fallait assainir l'armée, l'école et la nation...

---

19 - Cf. JEAN SEVILLIA, *Historiquement Correct*, Perrin, 2013, p. 309.

20 - Cf. ANDRÉ COMBES, *op. cit.*, pp. 131-132.

21 - Le Bloc des Gauches réunit trois groupes politiques : le parti de l'Alliance Républicaine Démocratique (le parti de Waldeck-Rousseau), le parti Républicain Radical et le parti Radical Socialiste. Ce dernier, ancré dans les classes moyennes indépendantes, est farouchement anti-clérical, positiviste et entretient des liens étroits avec la franc-maçonnerie.

une première étaient mentionnés les officiers qui avaient été appréciés pour l'accomplissement de leur devoir et pour le «caractère excellent de leurs opinions» (sic) ; dans l'autre, les officiers critiqués parce qu'eux-mêmes ou leurs épouses allaient à la messe, faisaient instruire leurs enfants dans des Congrégations ou donnaient d'autres témoignages d'opinion *réactionnaire*<sup>22</sup>». Ce fut «l'affaire des fiches», comme on l'appela plus tard, quand le député nationaliste Guyot de Villeneuve, à partir des éléments publiés dans *Le Matin* interpella la Chambre sur les «cas arbitraires d'avancement et de renvoi dans l'armée» et suggéra qu'on utilisait «un code secret d'information». Combes nia avoir eu connaissance de tels faits, et le général André entreprit de justifier les renvois. Villeneuve prit la parole et, à l'aide de documents provenant du Grand Orient et des loges particulières de la franc-maçonnerie, dévoila ce qu'il nomma «le système d'espionnage» que, pudiquement, la gauche appelait «le système d'information». Cela entraîna la démission du général André. En 1905, lors de la réunion du Convent du Grand Orient, le Président du Conseil Louis Lafferre justifia ce type d'activité. Il dit qu'une société républicaine comme la franc-maçonnerie, qui comprenait l'*élite de la gauche*, avait l'obligation de surveiller ceux qui dirigeaient les intérêts de l'État.

## La Nation

La déclaration de la Grande Guerre et l'effort militaire dirigé par Clemenceau allaient modifier l'influence presque exclusive que la franc-maçonnerie exerçait sur la République. Les partis radical et radical socialiste se trouvèrent face à de nouvelles idéologies, le socialisme marxiste, et surtout le socialisme communiste. Le monde se trouva devant une nouvelle force : l'éveil de la classe ouvrière, la lutte des classes et l'Internationale socialiste dirigée depuis Moscou. Cela constitua pour la franc-maçonnerie un "challenge" qui la remettait en cause. Contrairement à ce qu'elle avait fait en s'unissant à toutes les gauches, elle refusa l'allégeance moscovite qui, pour elle, représentait un alliance contre nature exigeant sa soumission à une «autorité» étrangère qui contredisait l'idéal de l'homme libre. Le progressisme d'Auguste Comte avait en partie fait son œuvre. Il n'en continuait pas moins à agir à l'intérieur de la France et, une fois la tourmente de 1914-1918 et l'épreuve du national-socialisme de la guerre de 1939-1945 passées, il allait se retrouver dans des institutions politiques que la III<sup>e</sup> République avait déjà mises en œuvre : élection du président au suffrage universel, élection de l'assemblée législative par un scrutin à deux tours, et surtout érection d'un Sénat uniquement *modérateur* de l'Assemblée législative, mais jamais contre elle.

La France républicaine, explique François Furet dans les dernières pages de son étude – sous bien des aspects remarquable – sur *La Révolution*, c'est la toute-puissance donnée au pouvoir législatif : «Aucun des textes qui fondent la III<sup>e</sup> République ne comporte de mention des principes du Droit de l'homme [...] qui pourraient être invoqués comme supérieurs à la loi positive ; aucune ne prévoit non plus d'instance de contrôle de la constitutionnalité des lois, aucune n'a prévu de consulter le peuple par voie de référendum. Les deux Assemblées sont souveraines au plein sens régalien du terme. C'est le triomphe de la représentation du peuple sur la volonté du peuple, point d'aboutissement d'une évolution ouverte dès 1789<sup>23</sup>». Certes, après la Deuxième Guerre mondiale,

---

22 - HEADINGS, *op. cit.*, p. 124.

23 - FRANÇOIS FURET, *La Révolution*, T. II, Hachette, Coll. Pluriel.



la France modifiera complètement cette toute-puissance du pouvoir législatif et de la loi positive dans les textes constitutionnels. Heureusement !

Il n'en reste pas moins que l'influence si prépondérante qu'eut la franc-maçonnerie sous la III<sup>e</sup> République constitua la matrice politique de toutes les institutions politiques pour l'avenir. Cela demeure la trame de l'idéologie nationale : la raison du peuple, celle de l'homme «pur» prévaut contre tout, même contre le Droit qui se définirait comme «objet de la justice». L'homme «pur» est à lui-même sa propre autorité et toutes les institutions politiques ne sont qu'un symbole de cette autonomie. Le pouvoir législatif, en soi, ne représente pas le peuple, c'est-à-dire qu'il n'est pas la voix de la réalité des gens qui vivent, travaillent, se réjouissent, souffrent. Il est la construction sociale d'une volonté générale qui n'a d'autre existence que celle d'un symbole : l'incarnation de l'autonomie morale absolue. Le Droit positif comme émanation de ce symbole devient l'ennemi de toute autorité qui pourrait lui être supérieure. La franc-maçonnerie n'est pas inquiétante parce qu'elle fait enlever une croix qui ne plaît pas ou qu'elle combat les crèches dans les lieux publics ; ce sont de piètres combats d'arrière-garde. Elle reste ce qu'elle est, non la représentation d'un humanisme, mais le défenseur d'un humanisme créateur de lui-même. Et elle veut le demeurer. C'est bien ce dont le Vénérable du Grand Orient, Philippe Foussier, nous prévient.

Aline Lizotte

Retrouvez cet article sur notre [site](#)